-Arrêt civil-

07/07/1999

(A)

Audience publique du sept juillet mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf.

Numéro 23153 du rôle.

Composition :

Irène FOLSCHEID, premier conseiller, président ;
Marie-Anne STEFFEN, conseiller,
Annette GANTREL, conseiller,
Paul WAGNER., greffier assumé.

Entre :

la société de droit de Liechtenstein **SOCI**) INTERNATIONAL ESTABLISHMENT, en abrégé **SOCI**), établie et ayant son siège social à FL- (...), Principauté de Liechtenstein, (...), représentée par son administrateur Me B)

demandeur par assignation en reprise d'instance,

intimée aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Georges NICKTS de Luxembourg en date du 8 janvier 1999,

comparant par Maître François KREMER, avocat à la Cour,

et :

A.) sans état connu, demeurant à B- (...)

T.) , sans état connu, demeurant à F- (...)

J.) , sans état connu, demeurant à B- (...)

défendeurs en reprise d'instance de feu R.)

appelants aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Georges NICKTS de Luxembourg en date du 8 janvier 1999,

défaillants.

LA COUR D'APPEL :

Par jugement rendu le 10 décembre 1997 entre la société de droit de Liechtenstein *SOL*) International Establishment (*SOL*) comme partie demanderesse et R.) ainsi que la société anonyme *BOUE*) s.a. Luxembourgeoise comme parties défenderesses, le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière civile, a ordonné la mainlevée de la mesure de blocage des avoirs de la société *SOL*) auprès de la *BOUE*) effectuée par acte d'huissier dit de saisie-arrêt du 11 juillet 1984 et a déclaré le jugement commun à la *BOUE*) s.a. Luxembourg.

Par exploit d'huissier du 26 février 1998 R.) a relevé appel de ce jugement.

Par exploit d'huissier du 8 janvier 1999 la société *SOL*) a fait donner assignation à A.) , T.) et J.) , les trois pris en leur qualité d'héritiers de feu R.) , à comparaître devant la Cour Supérieure de Justice pour y reprendre l'instance pendante entre la requérante et R.) suivant acte d'appel du 26 février 1998.

Les parties assignées en reprise d'instance n'ayant pas constitué avoué suite à cette assignation, la société *SOL*) conclut en ordre principal à voir déclarer défaut au fond, en ordre subsidiaire elle demande défaut-congé.

D'après l'article 349 du code de procédure civile: "Si, à l'expiration du délai, la partie assignée en reprise ou en constitution ne comparaît pas, il sera rendu jugement qui tiendra la cause pour reprise et ordonnera qu'il sera procédé suivant les derniers errements ...".

Conformément à cette disposition le jugement qui, faute de comparution de la partie assignée en constitution de nouvel avoué, donne défaut contre elle, doit se borner à tenir l'instance pour reprise, sans statuer en même temps sur le fond (cf. Tissier et Darras, Code de procédure civile, sub art. 349, n° 3; Enc. Dalloz, Proc. civ. et comm. éd. 1956, Vo Reprise d'instance, n° 30; C.A. Paris 20.10.1934, et note, Gaz. Pal. 1934,2,880).

Il y a partant lieu de dire que l'instance engagée contre *SOL*) est tenue pour reprise.

PAR CES MOTIFS:

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière civile, statuant par défaut à l'égard de A.) , T.) et J.)

dit que l'instance engagée contre la société *Soc. A) International Establishment* suivant acte d'appel du 26 février 1998 est tenue pour reprise et qu'il sera procédé suivant les derniers errements de la procédure;

réserve les frais;

commet l'huissier de justice Georges Nickts de Luxembourg pour faire à A.) T.) et J.) la signification du présent arrêt.